

**COMMUNAUTE DE COMMUNES
MEDOC ATLANTIQUE**

REPUBLIQUE FRANCAISE

Siège :

**9 Rue du Maréchal d'Ornano
33780 SOULAC SUR MER****☎ 05.56.73.29.26***Vu/M***EXTRAIT DU REGISTRE
DES
DELIBERATIONS****SEANCE ORDINAIRE DU JEUDI 1^{ER} AOUT 2019
D01082019/109**

PRESIDENT :

Xavier PINTAT

ETAIENT PRESENTS :

Membres titulaires :

Patrick MEIFFREN, Serge LAPORTE, Jean-Marc SIGNORET, Laurent PEYRONDET, Véronique CHAMBAUD, Jean Pierre DUBERNET, Franck LAPORTE, Jean-Louis BRETON, Pierre BOURNEL, Jacques BIDLUN, Alain BOUCHON, Marie LASSERRE, Pascal ABIVEN, David LAFOSSE, Michel BAUER, Hervé CAZENAVE, Sylvie LAVERGNE, Bernard BESSAC, Gilles CHAVEROUX, Bernard LOMBRAIL, Marie-Dominique DUBOURG, Tony TRIJOLET, Alfred AUGEREAU,

ETAIENT REPRESENTES :

Jean Bernard DUFOURD (pouvoir à Jean-Marc SIGNORET)
Jean Luc PIQUEMAL, (pouvoir à Franck LAPORTE)
Pierre JACOB (pouvoir à Patrick MEIFFREN)
Isabelle LAPALU (pouvoir à Véronique CHAMBAUD)
Marie-Hélène GIRAL pouvoir à Jean-Pierre DUBERNET)
Evelyne MOULIN (pouvoir à Xavier PINTAT)
Anne WISNIEWSKI, (pouvoir à Pierre BOURNEL)

ETAIENT ABSENTS EXCUSES :

Gilles COUTREAU, Dominique FÉVRIER, Barbara FRANCOIS, Pascale MARZAT, Jérémy BOISSON, Jean-Jacques LAOUÉ, Marie-Dominique SAINT-MARTIN, Dominique JOANNON (suppléante),

Membres suppléants remplaçant
un membre titulaire

Membres suppléants :

Geneviève CHAUSSIER,

SECRETAIRE DE SEANCE :

Marie LASSERRE

Objet :**GEMAPI : AUTORISATION DE SIGNER LA CONVENTION DE TRANSFERT DE LA DIGUE
DU BAS MEDOC ET DES CONTRATS DE MARCHES PUBLICS****Rapporteur :****Patrick MEIFFREN, 11^{ème} Vice-président****Vote :****UNANIMITE**

Depuis le mois février dernier, les services communautaires travaillent avec les services du Conseil Départemental de Gironde sur les conditions juridiques et financières de transfert de la digue du Bas Médoc. Ce travail est conduit sous l'égide de Messieurs Alain RENARD, Patrick MEIFFREN et Franck LAPORTE.

La digue estuarienne à transférer s'étend sur un linéaire de 20,5 km.

A ce stade, il est proposé par le Conseil Départemental à la Communauté de Communes le versement une attribution de compensation d'un montant de 289 484 € (pendant 15 ans) ventilé comme suit :

- Compensation de fonctionnement : 71 729 €
- Compensation d'investissement : 217 755 €

Lors des négociations, les services communautaires ont été confrontées à trois difficultés :

- Le cadre réglementaire de détermination des conditions techniques et financières rappelés dans le courrier de la préfecture en date du 5 avril 2019 est défavorable à la communauté de communes dans la mesure où il n'existe pas de règle de calcul de la compensation pour les transferts d'ouvrage, comme pour les compétences. Il s'agit d'une simple négociation de gré à gré qui n'empêche pas le transfert de la digue en cas de désaccord.

- La garantie d'un bon état général de la digue est incertaine, puisque, dans le cadre du plan de submersion rapide sur la période 2012-2018, les services du département affirment n'être intervenus que sur 8 des 20 km de linéaire de digue, ce qui amènerait à penser que 12 km n'ont pas été entretenus depuis 2012, voire 2001 (date du transfert de la digue au département)
- La digue, actuellement gérée par le conseil départemental, est conforme aux exigences de la réglementation prévue par le décret de 11 décembre 2007 alors que la nouvelle réglementation remonte au décret du 12 mai 2015 et qu'elle doit être mise en œuvre au plus tard au 31 décembre 2021.

Par ailleurs, eu égard à ces incertitudes la communauté de communes a demandé l'insertion dans la convention de deux stipulations :

- L'une transitoire permettant de réévaluer la dotation de compensation en raison des contraintes nouvelles imposées par le décret digue de 2015 et de l'état technique de la digue constaté contradictoirement

Article 8 : Dispositions transitoires

Considérant que la signature de la présente convention intervient avant la date effective du transfert ;

Après le 31 décembre 2019, les parties conviennent de la faculté de procéder à un accompagnement financier exceptionnel, dans le cas où une charge nouvelle incomberait à la Communauté de Communes Médoc Atlantique, qui serait susceptible de résulter, soit des constatations opérées avant le 31 Décembre 2019 par une Visite Technique Approfondie (VTA) réalisée par un bureau d'études agréé, soit des modifications législatives ou réglementaires relatives à l'aménagement, l'entretien et la gestion de la digue, intervenues antérieurement à la date de sa mise à disposition.

- L'autre envisageant un bilan de l'exécution technique et financière de la convention de transfert au plus tard 6 mois avant le terme de ladite convention d'une durée de 15 ans.

Nouvel Article 9 : Entrée en vigueur et durée de la convention

La présente convention prend effet à compter de sa signature par les parties. La durée de la convention est de 15 ans. Toutefois, les parties conviennent de se rencontrer au plus tard six mois avant le terme pour tirer les enseignements du bilan d'exécution technique et financière de la présente convention, afin d'envisager l'avenir de la protection du Bas Médoc.

En tout état de cause, la somme de 289 484 € sur 15 ans devrait permettre d'assurer la couverture des travaux d'entretien courant de la digue, mais ne permettra pas de couvrir les grosses réparations ou les reprises complètes de certains tronçons en mauvais état, répertorié dans la visite technique approfondie de novembre 2018.

Malgré l'absence des modifications rédactionnelles ci-dessus exposées, dans le projet transmis par les services départementaux (courrier du 18/07/2019), Il est proposé au conseil communautaire d'autoriser le Président à signer la convention de transfert de la digue du Bas-Médoc, sous réserve de la confirmation de la prise en charge par le Conseil Départemental de la Gironde, sur l'exercice budgétaire 2020, des travaux restant à réaliser sur la digue de Listran, située sur la commune de Jau-Dignac et Loirac.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE,

- APRÈS en avoir pris connaissance,
- VU l'avis favorable du bureau communautaire du 25/07/2019, pour l'inscription de cette question à l'ordre du jour,
- OÙ l'exposé du rapporteur,
- Vu le projet de convention joint en annexe,
- APRÈS en avoir délibéré,

DÉCIDE :

- d'autoriser le Président à signer la convention de transfert de la digue du Bas-Médoc, sous réserve de la confirmation de la prise en charge par le Conseil Départemental de la Gironde, sur l'exercice budgétaire 2020, des travaux restant à réaliser sur la digue de Listran, située sur la commune de Jau-Dignac et Loirac, malgré l'absence des modifications rédactionnelles ci-dessus exposées, dans le projet transmis par les services départementaux (courrier du 18/07/2019).

Nombre de membres en exercice : 38

Nombre de membres présents : 24

Nombre de suffrages exprimés : 31

Vote : Pour : 31 Contre : 0 Abstention : 0

FAIT ET DELIBERE LES JOURS MOIS ET AN QUE DESSUS

ONT SIGNE AU REGISTRE LES MEMBRES PRESENTS

COPIE CERTIFIEE CONFORME

FAIT À SOULAC SUR MER, le 01 AOUT 2019



LE PRESIDENT,

Xavier **PINTAT**

Maire de Soulac-sur-Mer

Sénateur Honoraire de la Gironde